



UCT Division of Environmental Health

CHEMICAL NETWORK

Issue :1 de 2023

Date : 7 Mars 2023

SUJET: Problèmes liés au financement national des produits chimiques et de la gestion des déchets.

Il existe un besoin urgent de capacités financières supplémentaires dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI) pour la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets, car l'utilisation des produits chimiques augmente dans le monde et il existe plus de 100 000 substances différentes utilisées dans une grande variété de produits (UNEP, 2015). La première discussion du Chemical Network de l'Université du Cap (UCT) de 2023 s'est concentrée sur les questions liées au financement national des produits chimiques et à la gestion des déchets. L'intention de la discussion était de fournir aux participants, et en particulier aux responsables gouvernementaux, des informations et des conseils pour améliorer ou initier des stratégies et des mécanismes de financement des produits chimiques dans leurs pays. Pour afficher la présentation PowerPoint et d'autres ressources pour cette discussion, cliquez [ici](#).

MESSAGES CLÉS

Actuellement, les gouvernements sont encouragés à soutenir une approche intégrée du financement de la gestion des produits chimiques et des déchets en légiférant les contributions nationales générées par différents mécanismes légiférés. Les participants ont estimé que les gouvernements pourraient financer la gestion des produits chimiques et des déchets grâce aux redevances des organisations, aux taxes payées par l'industrie, aux dons et au financement externe. Cependant, comme la gestion des produits chimiques et des déchets fait partie du département environnemental d'un gouvernement, une définition claire des responsabilités du département doit être définie avant d'allouer un budget spécifique pour la gestion des produits chimiques et des déchets.

La responsabilité élargie des producteurs (REP) est présentée comme une approche pour aider les gouvernements à collecter des fonds auprès des producteurs de déchets et des consommateurs. Cependant, tout gouvernement doit réglementer la gestion des déchets et légiférer sur les systèmes utilisés pour financer la gestion des déchets dans son pays. Les organisations non gouvernementales (ONG) et autres organisations intergouvernementales (OIG) qui souhaitent contribuer à la gestion des déchets doivent faire partie du bénéficiaire du financement en raison de leur contribution à la gestion des déchets.

Certains participants ont estimé qu'une approche globale pour le financement des produits chimiques et de la gestion des déchets n'est pas réalisable dans les PRFI car ils sont confrontés à des défis liés au manque de ressources financières et de technologies pour éliminer les déchets. Par conséquent, il est encouragé que les gouvernements aient des législations claires sur la gestion des produits chimiques et des déchets qui incluent le cycle de vie des produits chimiques, de la fabrication à l'élimination, les acteurs clés et les sources de financement pour soutenir chaque étape du processus.

À PROPOS DES PRÉSENTATEURS



M. Ule Johansson a une formation d'avocat et de policier qualifié. Au cours des 32 dernières années, Ule a occupé différents postes à l'Agence suédoise des produits chimiques (KEMI), cinq ans en tant que conseiller juridique, 8 ans à la tête de la division et, au cours des 20 dernières années, a travaillé comme expert en coopération au

développement. . Le travail s'est concentré sur le soutien aux gouvernements dans le renforcement des capacités institutionnelles.



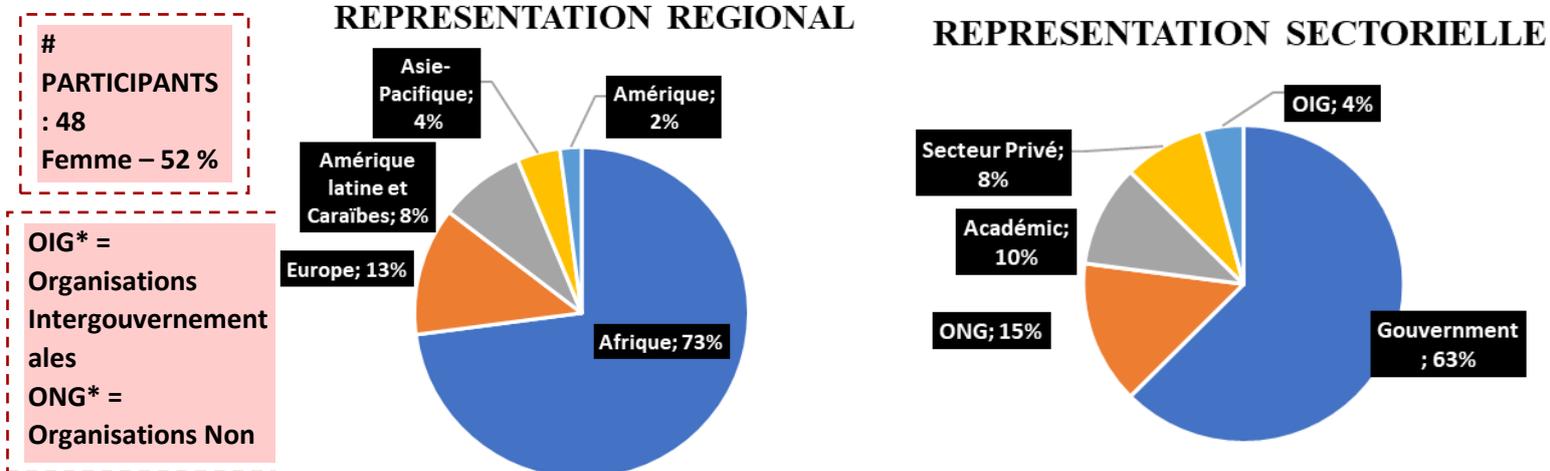
Atilio Savino est expert-comptable agréé (CPA) titulaire d'un baccalauréat en économie et d'un doctorat en sciences politiques. Il est consultant senior sur la gestion des déchets solides et le changement climatique avec plus de trente ans d'expérience. Il fait activement partie de l'ISWA (International Solid Waste Association) depuis 1995. Il est ancien vice-président et président de l'association. À l'heure actuelle, il est membre honoraire et membre du conseil d'administration représentant la section régionale de l'ALC (Amérique latine et Caraïbes). Il est président de l'ARS, Association pour

les études sur les déchets solides, et membre national argentin de l'ISWA.



Gilbert Keupou est diplômé en géologie/pétrologie en 1994 et a obtenu son doctorat en philosophie (Ph.D.) en géochimie à l'Université de Kobe, au Japon en 2004. Après son retour au Cameroun, il a été chargé de cours adjoint à l'Université de Yaoundé 1 up à 2006. Entre-temps, il a cofondé le Centre de recherche et d'éducation pour le développement (CREPD), une organisation à but non lucratif et non gouvernementale visant à faire le pont entre la science et l'action en Afrique subsaharienne.

DISCUSSION 2023 1 RÉPARTITION DE LA PARTICIPATION



CONTRIBUTIONS DES PARTICIPANTS À LA DISCUSSION:

La discussion s'est articulée autour de trois questions. Les principaux points de discussion soulevés par les participants et organisés par thèmes ou par pays (mais pas par représentants) sont présentés sous chaque question:

QUESTION 1: Comment le travail du gouvernement avec les produits chimiques et les déchets devrait-il être financé (par exemple, les taxes, les frais, les donateurs ou une combinaison de ceux-ci) ? Existe-t-il d'autres options ?

RÉPONSES DES PARTICIPANTS

COMBINAISON DE TAXES, FRAIS ET DONNS

- Les répondants du Kenya, de l'Ouganda et de la Zambie ont convenu que le travail d'un gouvernement sur la gestion des produits chimiques et des déchets devrait être financé en combinant les revenus des taxes, des redevances, et les contributions des donateurs. Il a été suggéré que l'industrie chimique devrait être taxée.

BUDGET RESPECTIF ALLOUÉ

- Les participants du Nigéria et de Madagascar ont déclaré que le gouvernement devrait avoir une ligne budgétaire claire pour les produits chimiques non financés par les taxes de l'industrie chimique. En outre, il a été suggéré que le gouvernement facture des redevances aux producteurs pour le maintien de l'administration de la gestion des produits chimiques et des déchets. En outre, des suggestions ont été faites pour que le secteur privé mette en œuvre des solutions durables pour payer et financer le budget de l'État.

DÉFIS AU FINANCEMENT

- Les défis identifiés par les répondants ayant des sources de financement étaient les conflits législatifs **dans la gestion des produits chimiques et des déchets, l'externalisation de services tels que les services de gestion des déchets et la centralisation de la réception de toutes les taxes et redevances.**

Tout au long de la discussion, des sondages informels ont été menés pour aider à encourager la discussion entre les participants. Ils ne fournissent aucune donnée représentative mais fournissent plutôt un instantané des points de vue des participants

Sondage 1 : Comment votre travail, institution ou organisation est-il financé ? (N=13)

1. DONNS:

- **Nigeria:**La gestion de la fin de vie des équipements électriques et électroniques (EEE) est financée par les producteurs d'EEE au Nigeria.
- **Tanzanie:**En Tanzanie, le financement est assuré par le budget du gouvernement et les fonds des donateurs.
- **Zambie:**La Children's Environmental Health Foundation en Zambie est financée par le soutien du Réseau international pour l'élimination des polluants (IPEN), de l'Alliance mondiale pour une dentisterie sans mercure et de la Clean Lighting Coalition. Mais le financement est difficile avec d'autres bailleurs de fonds, il est donc nécessaire de donner la priorité au soutien des ONG.
- **Kenya:**La gestion des produits chimiques est principalement financée par la mise en œuvre de projets financés par des donateurs. Le Kenya n'a pas encore d'allocation budgétaire spécifiquement pour les produits chimiques.
- **Malawi:** Au Malawi, le financement est assuré par les donateurs (gestion des déchets) et les redevances sont perçues par des agences responsables comme le département de l'environnement ou les organismes de réglementation des pesticides.
- **Autre:**Les organisations de la société civile comme les ONG dépendent du financement des donateurs, leur travail est crucial, en particulier pour l'identification et l'action des problèmes à la base et pour la sensibilisation, mais cette source de financement n'est pas durable.
- Par le biais du budget du gouvernement et des fonds des donateurs.

2. IMPÔTS :

- **Afrique du Sud:**La source de financement des travaux est le budget fiscal du gouvernement, les pénalités financières et les très faibles coûts d'homologation des pesticides. Le Département des forêts, de la pêche et de l'environnement (DFFE) est financé par les contribuables.
- **Autre:**L'institution est financée par des cotisations, mais il existe des coopérations et des accords avec d'autres acteurs.
- Le problème avec les impôts est de savoir s'ils seront utilisés à bon escient. Il en va de même pour les redevances et le budget public.
- Impôt des contribuables et financement des donateurs sur des projets à court terme.

3. FRAIS

- **Tanzanie:**Budget public.
- **Kenya:**La plupart des produits chimiques au ministère se présentent sous forme de médicaments (médicaments) et de laboratoires.
- **Autre:**Ceux-ci sont financés parmi/avec d'autres fonctions et produits médicaux. Pour l'élimination, ils rejoignent d'autres déchets médicaux. Principalement par le biais des programmes de gestion des conteneurs CropLife pour les déchets de pesticides, mais aussi par le biais de la législation environnementale pour les produits chimiques.

Sondage 1 cont : Comment votre travail, institution ou organisation est-il financé ? (N=13)

4. COMBINAISON

- **Bostwana** :Le budget public du Botswana et le financement international.
- **Maurice** :Honoraires et budget public.
- **Ouganda**:La gestion des produits chimiques est actuellement financée par des fonds de donateurs et le gouvernement. Redevances, taxes et budget public.
- **Zambie**:Taxes et frais en Zambie.

QUESTION 2: Quel type de système devrait être prévu pour financer la gestion des déchets dans votre pays ? Que doit-il comprendre, au minimum ? Indiquez votre pays dans votre réponse.

RÉPONSES DES PARTICIPANTS :

SYSTÈME INTÉGRÉ

- Des représentants d'Afrique du Sud, de Tanzanie et d'Ouganda ont convenu qu'il devrait y avoir un système intergouvernemental intégré qui lie chaque partie qui y adhère pour s'assurer qu'ils sont responsables en matière de gestion des déchets. Ce système doit être soutenu par des principes pour aider à lever des fonds pour la gestion des déchets tels que le principe du pollueur-payeur, les fonds de la REP et des donateurs et les taxes environnementales pour aider à alléger le fardeau sur le gouvernement

RESPONSABILITÉ ÉLARGIE DU PRODUCTEUR (REP)

- D'autres représentants ont déclaré que l'EPR est le meilleur système pour financer la gestion des déchets et que le principe du pollueur-payeur peut être intégré à travers ce système. Cela permettra de tenir l'industrie et les particuliers responsables des déchets qu'ils produisent. Les répondants du Malawi, du Kenya et du Nigeria ont ajouté que le système EPR est utilisé dans leurs pays pour aider à gérer les déchets, y compris les déchets électroniques..

Sondage 2 : Que faut-il pour financer le coût des services de gestion des déchets dans votre pays ?

- Budget public 39%, n=19
- Frais 27 %, n=13
- Impôts 24%, n= 12
- Institutions financières internationales 10%, n=5
- Autre (listé dans le salon de discussion):
 - Une approche transfrontalière de la gestion des déchets chimiques doit être adoptée pour s'assurer que la responsabilité de la gestion des déchets n'est pas transférée à un autre pays.
 - Il est important d'augmenter le budget public pour financer le coût des services de gestion des déchets.

QUESTION 3:Étant donné que les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI) sont confrontés à des défis pour mettre en œuvre une approche intégrée pour le financement de la gestion des produits chimiques au niveau national, y compris des défis liés à la participation de l'industrie à ce

RÉPONSES DES PARTICIPANTS :

Des représentants de la Zambie, de la Suède et de Madagascar ont déclaré qu'avoir une approche intégrée pour la gestion du financement au niveau mondial n'est pas la meilleure option et que les PRFI devraient avoir un système de financement au niveau national. Cependant, ils devront s'améliorer dans les aspects suivants :

- Développer et améliorer le système national de REP pour mettre en œuvre le principe du pollueur-payeur.
- Élaborer des lois qui définissent les rôles de tous les acteurs du cycle de vie des produits chimiques, y compris la production, le transport, le stockage, la distribution, l'utilisation et l'élimination des produits chimiques et des déchets.
- Élaborer une politique environnementale impliquant les principales parties prenantes, y compris les chefs traditionnels et la société civile.
- Avoir un contrôle rigoureux et une transparence aux points d'entrée des produits chimiques, des taxes et des frais.
- Inclure le coût de la manutention des déchets doit être inclus dans le prix du produit.

Sondage 3 : Ce qui est nécessaire pour développer/améliorer une REP nationale robuste afin de mettre en œuvre le principe du pollueur-payeur pour la gestion des produits chimiques (N=10)

1. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS/FORMATION

- Capacités techniques élevées : formation, soutien financier et application.
- Appliquer la REP dans toutes les industries qui contribuent à la production de déchets et accroître le renforcement des capacités.
- Au Brésil, outre les taxes, le concept de pollueur-payeur est également utilisé. Il existe un système structuré, qui implique le ministère de l'Environnement et ses organes et secrétariats associés, englobant les différents États et municipalités. Cependant, il est nécessaire de renforcer la collecte sélective, les décharges sanitaires, les entreprises de recyclage, les entreprises capables de transformer les déchets en énergie, etc.
- Capacités techniques élevées : formation, soutien financier et application.
- Appliquer la REP dans toutes les industries qui contribuent à la production de déchets et accroître le renforcement des capacités.
- Au Brésil, outre les taxes, le concept de pollueur-payeur est également utilisé. Il existe un système structuré, qui implique le ministère de l'Environnement et ses organes et secrétariats associés, englobant les différents États et municipalités. Cependant, il est nécessaire de renforcer la collecte sélective, les décharges sanitaires, les entreprises de recyclage, les entreprises capables de transformer les déchets en énergie, etc.

2. LÉGISLATION ET APPLICATION DES LOIS EXISTANTES.

- Agences nationales établies par la loi et chargées de ce mandat.
- Il est nécessaire d'élaborer des lois qui définissent les rôles de tous les acteurs du cycle de vie des produits chimiques. Cela devrait inclure la production, le transport, le stockage, la distribution, l'utilisation et l'élimination des déchets chimiques.
- Il est difficile de développer et d'améliorer une REP nationale solide pour mettre en œuvre le principe du pollueur-payeur et la législation est le seul moyen d'améliorer la gestion des produits chimiques.

3. COMMUNICATION & COLLABORATION

- Cadre législatif favorable à l'Ouganda, ressources humaines et capacités institutionnelles renforcées, systèmes PRO établis et sources de financement établies.
- Mobilisation et organisation des parties prenantes, en particulier les industries, benchmarking des pays performants.
- Dans un premier temps, un dialogue avec le secteur privé et une étude de divers scénarios pour l'introduction de la REP et la disponibilité de l'expertise internationale doivent avoir lieu pour développer un modèle approprié.
- Intervention intégrée (législation, engagement des parties prenantes et formation).
- Outre les finances et le budget, il doit y avoir une coopération/des relations entre les pays pour l'élimination de déchets spécifiques. Parce que certains pays n'ont pas la technologie pour éliminer un type particulier de déchets, même avec un financement.
- Engagement des parties prenantes, cadre législatif, formation et application.
- L'introduction d'inspecteurs pour identifier les industries qui polluent n'est pas pleinement appliquée. L'habilitation de cette section peut aider à émettre des directives pour le principe du pollueur-payeur.

Sondage 4 : Quel rôle la bonne gouvernance joue-t-elle dans la réduction des difficultés rencontrées par les pays pour obtenir des ressources pour la gestion des produits chimiques ? (N=3)

- Le gouvernement joue un rôle important dans la minimisation des difficultés rencontrées par les pays pour obtenir des ressources pour la gestion des produits chimiques.
- La bonne gouvernance joue un rôle dans la minimisation des défis. Lorsque les produits chimiques sont réglementés correctement, il y a moins de produits chimiques sur le marché et ces produits chimiques seront correctement gérés.
- Un bon système de gouvernance devrait canaliser tous les fonds provenant des taxes, des redevances et de la REP générés par la réglementation relative aux produits chimiques vers la facilitation d'une gestion

QUESTIONS (Q) DES PARTICIPANTS ET RÉPONSES (A) DES PRÉSENTATEURS

Q :AFRIQUE DU SUD (UNIVERSITÉS): De nombreux pays aimeraient voir des programmes tels que le Programme de démarrage rapide (QSP) de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM) ou le financement du Programme spécial. Quels pourraient être les avantages et les inconvénients d'un tel instrument de financement ?

UN:Comme son nom l'indique, le côté positif de ce mécanisme est qu'il offre aux parties prenantes une chance de démarrer ou d'identifier ce qui est le plus nécessaire. L'inconvénient est la nature temporaire du programme. Les parties prenantes doivent identifier d'autres sources à long terme (financement) pour le travail permanent qui pourrait être le résultat des activités de démarrage rapide.

Q :MADAGASCAR (GOUVERNEMENT) : Le modèle de public cible/parties prenantes est-il utilisé en Argentine ? Quelle est la signification du code couleur ?

UN:Non, le modèle a été créé comme un outil pour comprendre comment analyser le financement de la gestion des déchets. L'intensité des couleurs reflète la participation des acteurs à l'activité.

RESSOURCES CLÉS

1. Financement de la gestion rationnelle des produits chimiques au-delà de 2020 : option pour une taxe coordonnée.
2. Développement financier national dans les économies émergentes Preuves et implications.
3. KEMI, 2020. Financement durable de la capacité institutionnelle.
4. PNUE, 2015. Étude sur la participation de l'industrie à l'approche intégrée du financement de la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets.
5. PNUE, 2015. Orientations LIRA du PNUE.

Clause de non-responsabilité: Les informations contenues dans ce résumé représentent les opinions des membres participants de différents groupes de parties prenantes exprimées au cours de la discussion. Les opinions exprimées dans ce document ne représentent pas nécessairement l'opinion ou la politique déclarée de l'Agence suédoise des produits chimiques (KEMI) ou de la Division de la santé environnementale (DEH) UCT, et la citation de noms commerciaux ou de procédés commerciaux ne constitue pas non plus une approbation.

Réseau de produits chimiques UCT :Le Chemical Network est un forum en ligne non partisan créé par la Division de la santé environnementale (DEH) de l'École de santé publique de l'Université du Cap (UCT). Il a été créé dans le cadre d'un projet de gestion et de partage des connaissances soutenu par l'Agence suédoise des produits chimiques (KEMI).

Ce forum a été produit avec l'aide financière de la Suède, par l'intermédiaire de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA), qui a été organisée par l'Agence suédoise des produits chimiques (KEMI). Les opinions présentées ici ne doivent pas être considérées comme reflétant l'opinion officielle de SIDA ou de l'Agence suédoise des produits chimiques.

Si vous avez des questions ou avez besoin d'éclaircissements sur cette initiative, veuillez contacter l'UCT au chemicallistserver@gmail.com

Si vous n'êtes pas déjà membre, rejoignez le Chemical Network à: <https://forms.office.com/r/Lk1tgAL6DF>